

EN ROUTE VERS L'AUTONOMIE

Alimentation, habitat, mobilité, énergie, emploi...
Dans tous ces domaines, les Français veulent reprendre
leur vie en main. Une révolution silencieuse.



BERTRAND JAMOT POUR LA VIE



CINQ ÉMISSIONS SPÉCIALES AVEC LA VIE

Les 26, 27, 30, 31 mai et
1^{er} juin, à 12 h 30, retrouvez
les témoins de cette
enquête dans *Carnets de campagne*,
de Philippe Bertrand, coprésentés avec
Laurent Grzybowski, journaliste à *La Vie*,
chargé des questions sociales.

C'est une revendication lourde qui traverse bien des sociétés et sans doute tout particulièrement la nôtre. Marx parlait d'aliénation – littéralement : éloignement de soi-même – pour qualifier le travail des ouvriers de son époque, d'autres ont attiré notre attention sur la facilité avec laquelle, bien au-delà de la sphère du travail, nous nous laissons porter par des forces sur lesquelles nous pensons ne plus avoir prise. Petit à petit, les choses les plus simples et les plus nécessaires nous semblent hors de portée. Nous ne nous sentons plus maîtres de nos vies. Pire : nous n'y pensons plus. Pourtant, le désir d'une reprise en main est bien là. Les initiatives présentées dans ce dossier nous montrent que ce besoin d'autonomie trouve aujourd'hui à s'exprimer et à se réaliser de multiples manières. Un principe est à la base de ce mouvement : faire soi-même, plutôt que regarder faire (et se laisser faire). Si l'on en croit nos témoins, cela change la vie, même si cela commence par un simple changement de chambre à air sur un vélo ou un plan de tomates cultivé sur son balcon. L'ambition peut sembler modeste et la question qui se pose est aussi de savoir comment cette recherche d'autonomie peut passer du saut individuel à l'aventure collective. Le voyage de mille lis commence par un pas, disait le sage Lao Tseu...

JÉRÔME ANCIBERRO

RÉDACTEUR EN CHEF, J.ANCIBERRO@LAVIE.FR



Parce qu'ils en avaient assez de vivre comme des étrangers avec leurs voisins, dans leur logement social à Sceaux (Hauts-de-Seine), Carole et Yannick, la trentaine, ont décidé de constituer avec d'autres volontaires un groupe de réflexion pour imaginer une autre manière de vivre et d'habiter ensemble. « Nous n'en pouvions plus de l'anonymat et de l'individualisme qui règnent dans nos cités. Imaginer, concevoir avec d'autres un espace de vie qui corresponde à nos envies et à nos besoins, et qui nous permettent de vivre en solidarité avec d'autres, c'est un rêve que nous portons depuis longtemps », confie le couple, parents de deux jeunes enfants de 4 ans et 3 mois. Avec trois autres familles, rencontrées par petites annonces sur Internet, Carole et Yannick ont constitué une équipe pour créer un habitat participatif, entre Palaiseau et Saint-Rémy-les-Chevreuse, à la frontière de l'Essonne et des Yvelines.

Zoom sur l'habitat participatif

Le chantier est immense. Tout reste à faire, le terrain n'est pas encore trouvé, mais la motivation est là. « Il nous faudrait encore trois familles ou des couples retraités pour compléter notre groupe », explique Carole qui aimerait bien élargir le cercle à d'autres générations et milieux sociaux. « Le but n'est pas de nous retrouver entre gens qui se ressemblent, mais de cohabiter avec nos différences. Nous pourrions ainsi plus facilement nous accorder et nous rendre des services mutuels. » Composé d'espaces privés (habitations ou appartements autonomes) et d'espaces partagés (jardins ou salles communes), l'habitat participatif vise l'épanouissement de la vie sociale, sans affecter l'intimité de chaque individu. Il nécessite la volonté de vivre de manière semi-collective et suppose que les habitants adhèrent à des valeurs communes. Chacun doit être coresponsable du bien-être de tous. Face aux crises qui agitent nos sociétés



« On peut se nourrir avec un petit jardin »

« Avec Céline, ma compagne, nous avons quitté Rouen pour nous installer dans un pavillon en périphérie. Il nous a fallu plusieurs années pour aménager notre jardin. Sa petite taille (40 m²) nous a obligés à penser chaque mètre carré disponible. Pour optimiser mon jardinage, j'ai suivi un stage de permaculture. Une aide précieuse pour concevoir mes cultures de façon résiliente à la sécheresse ou à l'excès de pluie, sans employer de produits phytosanitaires. Nous arrivons à produire 250 kg de légumes et de fruits de toutes sortes, chaque année, ce qui suffit à notre consommation, au moins pour les légumes. Cette recherche d'autonomie alimentaire représente pour nous un choix de vie : s'il est possible de se nourrir dans un petit espace urbain, alors nous pouvons élargir cette expérience et changer nos modes de consommation. »

JOSEPH CHAUFFREY, 33 ANS,
CULTE SON JARDIN
À SOTTEVILLE-LES-ROUEN (76)



et face au mal-être engendré par nos modes de vie, de plus en plus de Français veulent reprendre la main. Les mouvements intégrant des valeurs de partage, de solidarité et de coopération se multiplient. Ils ne sont pas toujours fédérés, mais ils sont là ! Partout, des initiatives locales voient le jour, dans tous les domaines : du côté de l'habitat bien sûr, mais aussi dans la manière de travailler, de se nourrir, de se déplacer, de choisir ses modes d'énergie. Après plusieurs décennies de globalisation forcée et de

marchandisation tous azimuts, la volonté d'autonomie revient en force et semble s'imposer comme solution majeure à tous les dérèglements actuels.

L'action locale en hausse

« L'autonomie est un souci vieux comme le monde, affirme Bernard Farinelli, directeur du développement local au conseil départemental du Puy-de-Dôme. Les premiers hommes ne risquaient pas de faire autrement. Ils apprenaient à penser à tout pour assurer leur lendemain. Les civilisa-

tions traditionnelles se concentraient sur la résolution par la proximité des besoins primaires. Manger, boire, s'abriter, se chauffer, se déplacer, se défendre. L'homme a appris à survivre en ne comptant que sur lui et ses proches. Les sociétés paysannes ont construit la panoplie des savoirs et des savoir-faire au cours des millénaires. En un demi-siècle, nous avons tout oublié ou presque. La grande dépendance a été organisée. Pour s'en sortir, une seule solution : il nous faut retrouver le goût de la proximité et de l'action locale. »

« Le vélo permet de rester indépendant, sans se couper des autres »

» « J'ai toujours été passionné par le vélo. C'est un moyen de locomotion fiable et peu coûteux qui permet de rester indépendant, tout en créant des liens avec les autres. À la différence de la voiture, cet objet, facile à utiliser et à entretenir, ne nous coupe pas de notre environnement. C'est la raison pour laquelle j'ai créé avec quelques amis un atelier participatif et solidaire. Il s'agit d'un espace coopératif où chacun peut venir trouver des outils et des conseils pour réparer, recycler, échanger. L'échange de savoirs, voilà ce qui nous motive. D'ailleurs, aucun d'entre nous n'a de diplôme de mécanicien. Nous avons tout appris sur le tas. Nous organisons aussi différentes manifestations pour promouvoir la bicyclette et mieux l'intégrer dans la ville. Notre démarche se veut à la fois utile, festive et conviviale. »

BAPTISTE GUYOMARD, 32 ANS, PROMeut LE VÉLO COMME MOYEN DE LOCOMOTION À NANCY (54)

Fer de lance de ce mouvement de relocalisation, l'alimentation. Aujourd'hui, on constate la renaissance de petites exploitations agricoles retrouvant leur vocation première : nourrir les gens aux alentours, contrairement aux fermes spécialisées. Un mouvement de fond qui, désormais, irrigue les territoires. Le succès non démenti des Amap (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) en témoigne. Cela a commencé par le maraîchage, avec des consommateurs qui achètent des produits variés et de saison, cultivés à quelques kilomètres de chez eux. Des réseaux se créent chaque jour un peu partout en France sur ce modèle, signe d'une dynamique qui dépasse largement le cadre alimentaire.

Cap sur la biodiversité

D'autres font le choix de mettre les mains dans la terre, en cultivant leur terrain. C'est le cas de Joseph et Céline, la trentaine, qui se sont installés près de Rouen pour bénéficier d'un jardin et y cultiver légumes et arbres fruitiers (voir encadré page 62). « Nous qui vivions en ville avec des rêves de nature, nous ne trouvions pas forcément pertinent d'aller à la campagne et d'acquiescer une voiture pour nos déplacements, racontent-ils. Ce pavillon à 2 km du centre-ville, avec son petit jardin, était le compromis idéal qui nous a permis de continuer à nous

déplacer à vélo. » Chargé d'éducation à l'environnement à la Métropole Rouen-Normandie, Joseph a construit son jardin d'année en année. Bio, évidemment. Aujourd'hui, il n'a plus besoin d'acheter ses légumes au marché et compte faire de même avec les fruits d'ici à quatre ou cinq ans.

De plus en plus d'entrepreneurs militent pour le maintien de la biodiversité dans nos villes et pour un rapport plus direct à l'alimentation. Parmi eux, Virginie Dulucq, qui a fondé la société UrbAgri. Avec pour objectifs : promouvoir des projets d'agriculture urbaine dans les friches et sur les toits, favoriser des solutions efficaces en terme d'isolation thermique des bâtiments et créer ainsi des emplois pour des populations défavorisées. Deux projets sont en attente de financement, l'un sur une friche de Seine-Saint-Denis, l'autre sur la toiture d'un immeuble de logements sociaux dans le Val-de-Marne. « L'affirmation répétée qu'une ville comme Paris ne disposerait que de trois jours de

réserve alimentaire laisse planer le doute sur la capacité des grandes villes à assurer l'alimentation de leur population en cas de crise, analyse l'entrepreneuse. L'agriculture urbaine peut apparaître comme une réponse à cette inquiétude. »

Côté mobilité, les collectivités ont beaucoup encouragé l'accès à la bicyclette par des systèmes de location en libre-service. Mais ces vélos partagés ont aussi stimulé l'accès au vélo individuel et boosté la pratique. Leur entretien et réparation sont ainsi devenus des causes prioritaires. Comme à Nancy, avec l'association Dynamo (voir encadré page 65), cette activité a généré la création d'ateliers vélo, avec pour objectif d'aider et de former les cyclistes à réparer et à entretenir eux-mêmes leur machine. Accessibles à tous, ces ateliers constituent un des atouts d'une politique cyclable et rendent de vrais services à la mobilité quotidienne. Il y a dix ans, on pouvait les compter sur les doigts de la main. Il y en aurait



BERTRAND JAMOT POUR LA VIE



aujourd'hui près d'une centaine en France et leur croissance est exponentielle, dans les grandes agglomérations comme dans les petites villes ou en zone rurale.

Diversifier l'énergie

Des outils adaptés, des pièces détachées sont mis à disposition des cyclistes, conseillés par les bénévoles de l'association. Un seul principe : favoriser l'autonomie. La méthode est participative et solidaire. Une fois initié, l'adhérent peut aider d'autres utilisateurs à réparer leur bicyclette. Ces ateliers ont souvent plusieurs activités (location et prêt, vélo-école, animation pédagogique et festive) et sont des lieux de convivialité, de rencontres et d'échanges. Les engins abandonnés sur la voirie ou destinés à la ferraille y sont récupérés et recyclés. Ils permettent d'augmenter et de consolider la pratique pour tous à un moindre coût. Les cyclistes roulent avec une bicyclette en bon état et se déplacent plus souvent, notamment pour les trajets

**La Vie, l'essentiel
de votre semaine,
abonnez-vous !**



Chaque semaine,
La Vie à vos côtés
pour comprendre, nourrir votre foi
et vous accompagner au quotidien.

BULLETIN D'ABONNEMENT

☐ Je profite de votre offre et je m'abonne pour 1 an (52 n^{os}) à *La Vie* au prix de 135€.

☐ M. ☐ Mme Nom.....

Prénom.....

Adresse

Code postal | | | | |

Ville.....

Tél. _____

E-mail.....@

J'accepte de recevoir les offres de La Vie ☐ oui ☐ non
des partenaires de La Vie ☐ oui ☐ non

Merci de nous retourner ce bulletin avec votre règlement par chèque à l'ordre de La Vie à : La Vie/Abts 8, rue Jean-Antoine-de-Baif - 75212 Paris Cedex 13
Tél. 01 48 88 51 04

En application de la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements. Ces informations peuvent être exploitées par Malesherbes Publications et ses partenaires à des fins de prospection. R.C. Paris B 323 118 315

Offre valable jusqu'au 31/12/2016, réservée à la France métropolitaine

domicile-travail. Reprendre sa vie en main, c'est aussi mieux maîtriser sa consommation d'énergie. De plus en plus de Français s'organisent pour effectuer des commandes groupées ou monter des chaufferies collectives. La ville de Figeac, dans le Lot, a opté pour le photovoltaïque afin de faire baisser les coûts de production des agriculteurs, favorisant l'ouverture d'un magasin collectif pour les producteurs locaux de viande. En Bretagne, on peut également citer la démarche du Pays de Mené, dans les Côtes-d'Armor, qui a décidé de muter en « territoire à énergie positive » en développant l'éolien, le solaire et la biomasse. Une coopérative a été créée avec un actionnariat local pour financer la production d'une énergie consommée localement. Même les grandes banques s'y mettent en favorisant les projets locaux. Éoliennes, chaufferies au bois, centrales solaires, usines à biogaz... Forts de leurs ressources locales, plusieurs territoires pourraient atteindre, dans moins de dix ans, l'autonomie énergétique.

Les petites éoliennes attirent de plus en plus les particuliers. Par souci écologique, mais aussi pour réduire leur facture électrique. « Nous avons énormément de demandes », confirme Florent Dupont qui anime des ateliers d'autoconstruction d'éoliennes avec son association Atelier du soleil et du vent, basée à Lusignan, près

de Poitiers. « Nous formons des professionnels et des particuliers au dimensionnement, à la fabrication et à l'installation de systèmes qui utilisent les énergies renouvelables. Notre objectif est de transmettre notre savoir-faire, afin que les usagers deviennent parfaitement autonomes. » Le coût total de l'installation d'une petite éolienne varie en fonction de la puissance du générateur et des travaux d'ancrage. Ainsi, pour une éolienne d'une puissance de 2 kW sur un mât de 12 m, il faut investir entre 15 000 et 20 000 €. L'autonomie a un coût. Et elle n'est pas totale : en fonction de son exposition au vent, elle pourra produire entre 30 et 50 % de la consommation annuelle d'électricité d'un foyer de quatre personnes, soit environ 5 000 kWh. Pour Florent Dupont, « la solution consiste à diversifier les sources d'énergie ». Sur le

front de l'emploi, une tendance forte s'est fait jour depuis plusieurs années, que dope le développement de l'économie numérique avec ses régiments de start-up.

Développer l'entrepreneuriat

Pour ceux qui, librement ou sous la contrainte, quittent le salariat et tentent l'aventure de l'entrepreneuriat ou de l'auto-emploi, le concept de durée du travail n'a plus la même portée. Chacun travaille à sa mesure, pour une rémunération souvent aléatoire, et paie ses cotisations de retraite à l'aune de ce qu'il souhaite obtenir plus tard comme revenu de remplacement. Fragile mais bien réel, ce nouvel entrepreneuriat peut être un remède contre le chômage, même si le salariat a encore de beaux jours devant lui. Créer sa propre activité, c'est aussi

« En suivant mes envies, j'ai créé mon propre emploi »

» « Après avoir passé un BTS communication visuelle, j'ai vadrouillé ici et là, en cherchant ma voie. Et j'ai eu l'idée de me lancer dans la fabrication du pain au levain, à l'ancienne. J'ai suivi une formation pour adultes en reconversion à l'école internationale de boulangerie Thomas Teffri-Chambelland. C'est ainsi qu'en suivant mes envies, j'ai créé mon entreprise et mon emploi. Faire ce métier me nourrit, dans tous les sens du terme, de la confection à la vente. Cela a beaucoup de sens pour moi : fabriquer avec mes mains un produit noble et de première nécessité. Bien vivre, c'est d'abord bien manger. Seule devant mon fournil, je fabrique entre 350 et 400 kg de pain par semaine. Même si j'ai beaucoup de boulot, je me sens libre et autonome car je fais un métier qui me passionne et qui apporte de l'amour et de la joie. »

SARAH BERTIN, 29 ANS, FABRIQUE ET VEND SON PAIN À FAVEROLLES-SUR-CHER (41)



PROLONGEZ CES PAGES



Bien vivre Solidarité sur RCF
le jeudi 26 mai, à 12 h 50.

Avec Laurent Grzybowski, en direct,
au micro de Vincent Belotti
dans les Bonnes Ondes.
Fréquences RCF au 04 72 38 62 10
ou sur www.rcf.fr

la possibilité de mieux se réaliser que dans un emploi salarié. C'est le cas de Sarah Bertin, 29 ans, boulangère à Faverolles-sur-Cher (Loir-et-Cher), qui voit là tout simplement une manière de « devenir soi ». Après avoir suivi des études de graphisme et de communication, cette jeune femme a choisi de se reconvertir dans la boulangerie traditionnelle et d'ouvrir sa propre boutique (voir ci-dessous). « Il m'a fallu des années pour arriver à mes fins.



Ce fut difficile, mais aujourd'hui je ne le regrette pas. J'ai créé mon propre emploi et j'accomplis un travail qui me passionne. Devant mon fournil ou auprès de mes clients, je me sens bien, heureuse et épanouie. Et, comme l'histoire du petit colibri, que raconte Pierre Rabhi, j'ai le sentiment d'apporter ma pierre pour bâtir une société plus sobre, plus conviviale, où l'on retrouve le goût des bonnes choses. »

Le fournil de Sarah, c'est un peu le rouet de Gandhi, instrument emblématique contre la tutelle britannique en Inde. Dès 1921, l'apôtre de la non-violence avait incité son peuple à ne plus acheter d'habits en provenance de l'étranger au profit des productions locales. Il avait lui-même donné l'exemple en filant sur son rouet le coton dont il faisait son vêtement. « Notre système mondialisé a organisé la dépendance des citoyens. Actuellement, il ne s'agit plus de se libérer de la tutelle britannique, mais de celle des multinationales », affirme Bernard Farinelli, auteur de la Révolution de proximité (Libre et solidaire). Pour ce défenseur des campagnes, « Gandhi avait compris que pour se libérer de la colonisation, il fallait d'abord que la société indienne retrouve son autonomie ancestrale. Autrefois, les paysans ne vendaient que le surplus et ne s'exposaient que pour ce qui leur manquait. Nous devons faire de même : commençons par manger et par assurer notre alimentation. Que ce soit contre les multinationales, contre le pouvoir financier ou contre la bêtise culturelle du système, la seule voie émancipatrice, c'est l'autonomie. Il nous faut retrouver notre pouvoir d'agir ! »

Une aventure collective

Toutes les initiatives décrites dans notre enquête le prouvent : les Français ne sont pas des manchots. Et la recherche d'autonomie n'est pas seulement une aventure individuelle, mais collective. « Si j'ai choisi de cultiver un potager, ce n'est pas juste pour me faire plaisir, précise Joseph Chauffrey, le jardinier de Sotteville-les-Rouen. C'est d'abord pour partager mon expérience et montrer à tous qu'il est possible de devenir ensemble plus autonomes. L'autonomie n'est jamais un repli sur soi, c'est une nouvelle manière d'être en lien les uns avec les autres. Il n'y a pas d'autonomie sans solidarité. »

LAURENT GRZYBOWSKI

TROIS QUESTIONS À...

BERNARD FARINELLI
Spécialiste du développement



« Autonomie n'est pas autarcie »

Pour cet ardent défenseur des campagnes vivantes, il est urgent que les Français retrouvent le sens de l'autonomie.

LA VIE. Les Français auraient-ils perdu une partie de leur autonomie ?

BERNARD FARINELLI. Certainement. Jusque dans les années 1960, nous étions capables de nous débrouiller dans notre vie quotidienne sans faire appel à des techniciens ou à des experts. Vous aviez une panne avec votre 2 CV ou avec votre 4 L, vous pouviez réparer vous-même votre voiture. Aujourd'hui, c'est devenu impossible. Même problème pour l'alimentation : tant que les gens avaient une relation à la campagne, soit en y vivant soit parce qu'ils y comptaient de la famille, une certaine autonomie alimentaire était possible. On pourrait multiplier les exemples. Aujourd'hui, envahis par l'électronique et la haute-technologie, nous ne savons plus rien faire. Nous sommes très forts quand tout fonctionne, mais très vulnérables en cas de panne ou d'incident.

Les nouvelles technologies ne font-elles pas aussi partie de la solution ?

B.F. Vous avez raison. Il ne faut pas confondre autonomie et autarcie. Internet nous met en lien, il peut servir à développer l'économie collaborative, les plateformes d'échanges, la diffusion de produits locaux, le financement participatif... C'est donc un outil majeur, à condition d'être bien régulé et bien maîtrisé. Il induit un autre rapport à l'espace et au temps. Le temps économisé offre de nouvelles disponibilités. Mais ce n'est qu'un outil parmi d'autres qui ne remplacera jamais les solidarités locales et les liens directs de proximité.

Vous faites donc un lien entre autonomie et proximité...

B.F. Oui, la proximité favorise le lien social. Nous ne pouvons pas être autonomes sans les autres. Sinon, nous glissons vers un système autarcique, très dangereux, de rupture avec la société. La véritable autonomie a toujours une dimension collective. **INTERVIEW L.G.**